

Mesdames, Messieurs,

L'histoire s'est aujourd'hui arrêtée sur Haïti pour y écrire une de ses plus belles pages. Une page qui, je l'espère, ne sera jamais effacée.

Le Canada accueille avec joie le retour du gouvernement légitime en Haïti. Cette victoire de la démocratie marque le début d'un temps nouveau pour le peuple haïtien, dont les droits, les libertés et la dignité ont été trop longtemps brimés.

Malgré les répressions qu'ils ont subies, malgré le chaos qu'ils ont connu et malgré les horreurs qu'ils ont vécues, les Haïtiens n'ont jamais perdu l'espoir que la démocratie et l'État de droit seraient reconfirmés dans ce pays. C'est dans son espoir et dans sa foi en l'avenir que ce peuple a puisé son courage.

Ils n'auront pas espéré en vain. Une page de l'histoire vient de se tourner sur trois années que l'on aurait préféré ne pas voir dans le grand livre de la démocratie, puisque ce furent trois années de démocratie bafouée.

Le temps est venu de reconstruire, et de regarder vers l'avenir. Le Canada, qui a toujours appuyé les efforts des Haïtiens dans leur quête de la démocratie, entend participer, dans la mesure de ses moyens, à cette reconstruction à court et à long terme.

Aujourd'hui, le premier ministre du Canada a réaffirmé l'engagement du Canada de soutenir le président Aristide dans le difficile processus de rétablissement de la paix, de l'ordre et du bon gouvernement en Haïti. Il a aussi annoncé la levée des sanctions, ce qui, j'en suis sûr, devrait stimuler la relance de l'économie dans ce pays.

Je suis heureux d'annoncer que le Canada reprend son programme d'aide au gouvernement légitime d'Haïti. Nous engagerons, au cours des six prochains mois, 30 millions de dollars au titre de l'assistance humanitaire, de l'aide alimentaire et de la coopération au développement.

Je désire souligner en particulier le rôle de premier plan qu'ont joué les États-Unis dans la restauration de la démocratie en Haïti. Sans leur ferme détermination, le président Aristide ne serait pas de retour dans son pays. Nous devons remercier le président Clinton et le secrétaire d'État, M. Christopher, d'avoir défendu avec courage et dévouement la cause de la démocratie et de la justice. Il ne s'agissait manifestement pas d'une démarche intéressée dans le but de défendre des intérêts économiques fondamentaux. Permettez-moi de mentionner que je vois ici aujourd'hui plusieurs membres du Congrès qui se réjouissent avec nous. Nous savons toutefois que la décision du président Clinton d'envoyer des troupes en Haïti ne faisait pas l'unanimité au sein du Congrès et de la population américaine.